

Extrait du El Correo

<https://www.elcorreo.eu.org/Guerre-Civile-en-Bolivie-L-opinion-publique-europeenne-doit-empecher-le-massacre>

Guerre Civile en Bolivie ? L'opinion publique européenne doit empêcher le massacre.

- Les Cousins - Bolivie -

Date de mise en ligne : mercredi 8 juin 2005

Copyright © El Correo - Tous droits réservés

El Correo, 8 juin 2005

Sept champs pétroliers et gazifères exploités dans le département de Santa Cruz (est) par la compagnie espagnole Repsol et la britannique BP étaient occupés mercredi par des groupes d'Indiens qui réclament la nationalisation des hydrocarbures, a-t-on appris auprès de la Chambre bolivienne des hydrocarbures (CBH).

Des groupes de paysans guarani ont envahi les champs Vibora, Sirari, Yapacani et Penocas de Repsol, à quelque 150 km au nord de la ville de Santa Cruz, a indiqué Ronald Fessy, porte-parole de la CBH, qui regroupe la vingtaine de compagnies étrangères présentes en Bolivie. D'autres indiens de la même ethnie étaient présents sur les champs Suarez, Los Cucis et Patujusal, exploités par BP, à quelque 120 km de Santa Cruz, la ville la plus peuplée du pays.

Evo Morales, a appelé les paysans quechuas à empêcher jeudi la session du Congrès dans la ville de Sucre (sud-est), au cours de laquelle doit être désigné le successeur du président démissionnaire.

Le président du Sénat Hormando Vaca Diez, également vice-président, et dirigeant du Mouvement de la Gauche Révolutionnaire, un parti social-démocrate qui a commencé à combattre la dictature fasciste de Hugo Banzer dans la décennie des années 70, pour s'unir à lui dans les années 90 et qu'il a participé au gouvernement du néolibéral de Sánchez de Lozada (président bolivien -de Miami- très impopulaire qui parle avec difficulté l'espagnol), en massacrant le peuple en octobre 2003. Il est aussi le premier dans la chaîne de la succession et il a convoqué les députés et sénateurs à Sucre jeudi à 10H30 (14H30 GMT), malgré l'opposition des mouvements sociaux de La Paz.

L'oligarchie et les forces néolibérales veulent porter le président du Congrès Vaca Diez au Palais pour écraser la protestation sociale par la voie militaire.

Les plus modérés et réformistes, avec l'appui de l'Église, parient sur le président de la Cour Suprême de Justice, Eduardo Rodriguez pour qu'il convoque à des élections.

L'Ambassade des Etats-Unis, les multinationales pétrolières comme Repsol, British Petroleum, Total, Enron, Shell, Petrobras et d'autres avec l'Armée donnent la priorité à la première alternative, mais n'écartent pas la deuxième. La troisième force est des secteurs les plus radicalisés et combatifs de la COB qui combattent par la nationalisation et une gouvernance des travailleurs et des paysans.

Le multinationales ont dans leurs mains les cent milliards de dollars, qui est la valeur approximative des réserves boliviennes du gaz et du pétrole, les deuxièmes en importance d'Amérique du Sud. Toute une fortune pour un pays qui a un tiers de ses neuf millions d'habitants dans la faim et à un autre tiers sans suffisamment pour vivre dignement comme un être humain.